

BGE 28 I 195

Bundesgericht (BGE), 1902-01-01, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bge_28_I_195

FR: ATF 28 I 195

IT: DTF 28 I 195

Volltext

194 I. Entscheidungen der Schuldbtreibungs- furrentin a1\$ SDefitnatär ber Udunben au gelten ~a6e, SDiC\$ ge~t fd)on aU\$ ber aftenmäj'ig feittfe~enben ~atfad)c ~er\lor, baa euter bie mnna~me be~ Baf)(ungß6efef}le\$ \.Ienu eigerte, luefe!)e m5eigerung übrigeu\$ bie lRed)t.3mirfungen einer gü(tigen mnlegung beß me. fe9re~ nid)t au berf)imern \.Iermod)te (\.Igl. mrd)i\l IV, IRr, 27). mUerbing\$ war eß bem mnte nid)t möglid), bir. nad)~erigen me. treißung3urtunben @uter :perfönHd) aur @ntgegennaf)me an3u6ieien, bn berfeme bon Büdd) abmefcnb mar. SDagegen fonnte alßbann nad) md. 64 m.~@. bie Buftellung 3u ~anben euterß an feine lfrau güffig gefd)e~en; fie l) rBortlaut nod) ber ,3nl)alt unb Blueet bei3 mrt. 47 bermögen eine fofd)e enge, bie ~{nmenbbarkeit bon mrt. 64 einfd)ränfenbe mU\$legung au be. griinben. @benfomenig fann ber Umftanb ini3 @emid)t fallen, baj') l)retU euter ali3 mit bel' @ntgegennal)me unb Übermittlung bel' Urfunben betrcUte jßerlon 3ugleid) betriebene ed)ulhtfrin mnr ('Ogl. sag er, Jtommentar I mrt. 64, IRote 7). mud) infomett entf:pred)en bie fragUd)en Buftellungi3afte bem mrt. 47 m.:@., al6 fie am m5ol)njt~ be~ gefe~lid)en ?nertreter.6 erfolgten. l)reUd) 9ielt fid) euter aur Beit biefer metreibung.6. 9Clnblungen ntd)t rege!mäßig in Bürte!) auf, fonbent trio fid), wie bie ?norinfтана ernärt, nael) ~lrbeit fud)enb in bel' ganaen @d)meia 9erum. SDau er bamtt fein 3Ütd)erifd)e.6 SDomiail auT. gegeben 9aoc, läßt fid) inbessen nid)t fagen. eeine l)jamilie 9C1tte er in Bürtd) in her oißl)erigen m5ol)nung geraffen unb fel)rte fe~ meUi3 mieber au t9r 3urück. il'trenb.6 anbel'.6mo l)at er IRteber. Iaffung genommen ober aud) nur bie mUi3meii3fd)riften bel'oniert. eein äurdjerifd)cr W09nft~ mUß bei biefer @ad)!age aiß fort. bauernb angefel)en werben ('Ogt aud) mrt. 3 mOl. 3 beß munbeß. gefe~eß betreffend bie cì\l)trred)tUd)en merl)IHtniffe bel' IRiebergelaffe~ und Konkurskammer. N° 45. 195 nen unb mufent~alter). ~iemit berliert aud) bie mel)au:ptung ber mefurrentin, eß l)ätte 3Ut @bifta{ auftellung nad) mrt. 66 mor. 4 mA~. gefd)ritten merben foll)en, i9re ~ebeutung, ba fid) nad) bem @efagten 'Oon einem "un6efannt)en m5ol)jni~el/ @uterß nid)t f:pred)cn raat. SDemnad) 9at bie ed)ulbbtreibungß. unb Montur6fammer edaunt: SDcr lRefurß wirb abgewtefen. 45. Am~t du 18 avril 1902, dans la cause Banque federale (S. A.). Mode da poursuite. Art. 331, 40 LPF. Poursuite par voie de saisie, contraire a la loi. Elle ne peut pas etre annulee, une fois que les biens saisis sont realises et leur produit verse aux crean- ders saisissants. 1. Charles-Henri Golay a ete inserit au registre du eom- meree du distriet de Morges, le 4 avril 1883, eomme chef de la raison C.-H. Golay, dont le siege etait a Etoy, au dis- triet de Morges. C.-H. Golay, en sa qualite d'associe indetiniment respon- sible de la Societe Golay, Deeollogny & Cie, a Apples, etait d'ailleurs inserit aU,registre du eommeree du distnct d' Au- bonne. L'inscription au registre de Morges a ete radiee le 16 juin 1901 sur requisition du titulaire. En 1901, l'offiee des poufsuites de Morges a dirige des· poursuites contre C.-H. Golay et a procede le 20 novembre 1901 a une premiere realisation, qui a produit 962 fr. 45 c., et le 27 dit a une seconde realisation, qui a produit 1906 fr. 30 e., sommes qui ont servi a payer les creanciers saisis- sants. Le 26 decembre 1901, la Banque

federale (8. A.), a Lau- sanne, estimant que l' office avait procede irregulieremen~ en agissant par voie de saisie contre C.-H. Golay, a porte plainte 196 L Entscheidungen der Schuldbetreibungs- a l' Autorite de surveillance du district de Morges et conclu a ce qu'il soit prononce: a) Que toutes les saisies qui ont ete operees contre Golay sont nulles et de nul effet; b) Que jusqu'a ce qu'il ait ete dit droit sur la plainte, il ne pourra etre donne suite aux realisations de biens saisis au prejudice de Golay. La plaignante ajoutait qu'elle faisait toutes ses reserves pour reclamer a l'office des poursuites la reparation du dom- mage qu'elle subit du fait de sa maniere de proceder. Le President du Tribunal de Morges a ecarte la plainte par decision du 4 janvier 1902. La plaignante a recouru de cette decision a l' Autorite can- tonale de surveillance. Dans les observations qu'il a fait parvenir a cette autorite au sujet du re cours, C.-H. Golay a fait valoir que la Banque federale n'avait pas vocation pour critiquer le mode de pour- suite suivi, ce droit appartenant exclusivement au debiteur et la creance de la recourante etant d'ailleurs contestee. H. Par decision du 3 fevrier 1902, l' Auto rite cantonale a ecarte a son tour la plainte en s'appuyant sur les motifs ci- apres: TI appartient a toute personne interessee ä. une mesure de l'office qu'elle estime contraire a la loi on non justifiee en fait de porter plainte a l' Autorite de surveillance en confor- miM de l'art. 17 LP. La Banque federale justifiant, par les pieces produites, de son interet en la cause, avait incontestable- ment qualite pour porter plainte. D'autre part, l'opposi- tion formee par le debiteur Golay au commandement de payer de la Banque ne saurait suspendre le delai de plainte pour determination erronee du mode de poursuite. Au fond, il faut reconnaitre que si le prepose aux poursuites de Morges a pu ignorer au moment des poursuites contre C.-H. Golay, que celui-ci etait encore inscrit au l'egistre du commerce d'Aubonne comme associe indefiniment responsable de la Societe Golay, Decollogny & Oie, il n'en est pas moins vrai que ce debiteur etait soumis au seul mode de poursuite par und Konkurskammer. N° 45. 197 voie de faillite (art. 39, § 21 L. P.), l'inscription au registre du commerce deployant ses effets pour tout le territoire de la Confederation. D'autre part, les poursuites critiquees ont abouti aux realisations des 20 et 27 novembre 1901. La Banque federale n'ayant nanti l'Autorite de surveillance de sa plainte que le 26 decembre, etait evidemment a tard pour se plaindre de procedes qu'elle a laisses accomplir sans pro- testation en temps utile, et dont elle voudrait obtenir, apres COUP l'annulation, alors que les creanciers ont re- çu legitime- ment le produit des biens saisis. IH. La Banque federale a recouru en temps utile au Tri- bunal federal contre la decision qui precMe et conclu a ce qu'elle soit reformee dans le sens des conclusions de la plainte du 26 decembre 1901. Statuant S1tr ces [aits el considemnt en droit : 1. Le debiteur Ch.-H. Golay n'a pas renouvele devant l'instance federale l'exception de defaut de qualite qu'il avait opposee a la re courante devant l' Autorite cantonale et que celle-ci avait repoussee comme mal fondee. Il parait ainsi avoir abandonne ce moyen, qui etait evidemment mal fonde. 2. Le debiteur, de meme que le prepose aux poursuites, n'ont pas non plus essaye, et cela avec raison, de combattre la maniere de voir de l'Autorite cantonale, d'apres laquelle l'inscription du debiteur au registre du commerce du district d' Aubonne avait pour effet de le soumettre a la poursuite par voie de faillite dans toute l'etendue de la Confederation. Cette maniere de voir est conforme ä. la loi et a la juris- prudence des Autorites federales. (Voir Archiv. de la Pours. I, N° 7 et III, N° 42.) Lorsque les conditions requises par l'art. 39 LP sont reunies, ce qui est le cas dans l'espece actuelle le debiteur doit etre poursuivi par voie de faillite, pour autant que la poursuite n'a pas pour objet une creance garantie par gage (art. 41 LP) ou prevue a l'article 43. Celui qui est soumis a la poursuite par voie de faillite ne saurait, meme lorsqu'il n'y fait pas d'opposition, etre poursuivi par voie de saisie. Toute poursuite par voie

de saisie pratiquee contre lui est contraire a ta loi et par consequent annulable. 198 I. Entscheidungen der Schuldbetreibungs- Dans l'espece, les saisies operees au prejudice de C.-H. Golay auraient done du etre annulees si l' Autorite de sur- veillanee avait ete nantie d'une plainte avant que les pour- suites fussent terminees. Mais au moment ou la recourante a porte plainte, les biens saisis avaient deja ete realises et leur produit verse aux creanciers saisissants. Les poursuites etaient ainsi un fait accompli et ne pouvaient plus etre an- nuMes ; la seule question qui pouvait encore se poser etait celle de savoir si une action en restitution ou en dommages- interets etait possible soit contre les creanciers saisissants soit contre le prepose aux poursuites. Le prononce de l'Au- torite de surveillance n'aurait pu avoir d'autre signification que celle d'une decision prejudicielle a cette action. Or un tel prononce n'a pas de raison d'etre, attendu qu'il appar- tiendra, le cas ecMant, au Tribunal nanU d'une action en restitution ou en dommages-interets de trancher prejudicielle- ment la question de la nullite des saisies. Dans le sens des considerations qui precMent, la plainte de la re courante n'avait plus d'objet au moment ou elle a ete formulee et des lors c' est a bon droit que l' Autorite can- tonale l'a ecartee. Par ces motifs, La Chambre des Poursuites et des Faillites prononce: Le recours est ecarte. 46. ~u~3u9 au~ bem <:s:ntfef)eib \)om 13, imai 1902 in caef)en imel.)er. Aufhebung eine!' ungesetzlichen Betreuung. Kostenverlegung, I. ~uf .lBegeI)ren be~ <:S:. ~riebrief) imel)er in ~reU.iurg t./tR leitete ba~ metreiOung~amt mafelftabt gegen Ur~ ~Jur\)'eef)u, maef)er in .lBafel für eine ß=orberung metreil.iung ein, unb er~elt am 5. ~uni 1901 auf gefteUt~ n:ortfe~ung~6egeI)ren ~{nfef)fu~ und Konkurskammer, No 46. 199 an eine oereitß für anbere @lnul.iigcr außgefüI)rt ~fQnbung. ~m 18. imiir3 1902 aeigte baß .lBetreil.iungßamt .lBafelftabt ben ~fiinbungßgIQubigcrn an, bau bie ~fQnbung gegen ?glur\)) aufge~ 90l.ien ttlerbc, Oa berfelbe im S)an~el~register \)on)BafelUano ein~ getragen geltlcjen uno laut S)anbefßCtmt~l.iratt \)om 1. imiira 1902 erft bama(\$ geftrief)en ttlorben fei. ~en @(iubfgern ttlorbe ftber bie q5fnnbung~toften ~neef)nung gefteat; auf ~. %,riel:rief) imel.)er entfiel ein metrag i,)on 16 \)r. 30 @:t~. H. @egen biefe fSerfügung l.ieef)ttlerte jief) imel.)er am 25. imäq 1902 l.iei ber &uffief)ftßl.ie~örbe bon .lBafelftabt, ttlobei er untr anberm ben ~ntrag fteUte, bie Jroftenforberung beß ?Bctreibung~' amte~ [ci Q(~ unauläffig 3u erWiren. Über biefc~ mege~ren I)(tt fief) bie l6ef)ufboctreibung~~ unb Jtonfurßfammer ~lJie forgt aUßgefpr0c9en: ~ie @e6ül;ren für bie .lBetreil.iungßl)anbfungen ttlerbell beln 9(m t e aß fofef)em gefc9u1oct, ttlie fte beun auef) nief)t überaU ben betreffenben ~unftionlit:en, fonbern o' m. in ein3e(nen Jri'tltonen ber stanton~faffe 3ujlicj3en. eie finb in ber 9tegeI \)or3ufc9ieaen unb berfaUen mit ber fSorna9me bel' fSerrief)tuttg. &uf bie an biefen eiufaef)en ~atbeftanb fraft öffentUef)en 9leef)tß fid) fnü:pfenbe ~orberung \)ermag e~ feinen ~injlua aU~3uübem, ba[l [:päter!)in bie betreffenbe fSerrief)ung auf mefc9ltcrbe l)in ober \)on &mtcß ltlegen aufgel)oben ttltrb. <:S:ß fann fief) in einem folef)en n:aUe nur fragen, ob bie @e6ül)r aU6 bem @eficf)tß:punfte ber fSerant, IlJortfief)feit für fe~(erl)afte6 fSorgel)en oer D r 9 an e be i3 9i m t e ß \)Ott biefen o~er l)om 'Staate 3urüclgeforbert ttlerben rönne. ~iefer @efief)t~puntt ent3iel)t i!ef) aber ber Jrogation bel' &uffief)ftßl.ie~ l)örben.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.